

Etats-Unis-Corée du Nord/Diplomatie

Trump-Kim, un sommet historique et de nombreuses questions en suspens

AFP
Singapour/Singapour

Un document commun a certes été signé. Mais il ne laisse pas apparaître de percée majeure sur l'arsenal nucléaire de Pyongyang.

DONALD Trump et Kim Jong Un ont affiché leur bonne entente hier lors d'un sommet historique qui a abouti à la signature d'un document commun sans cependant encore de percée majeure sur l'arsenal nucléaire de la Corée du Nord.

Interrogé sur cet enjeu crucial après des décennies de tensions autour des ambitions atomiques de Pyongyang, le président américain a assuré que le processus de dénucléarisation pourrait désormais commencer "très rapidement".

Mais la formulation de la déclaration commune reste assez vague, y compris en termes de calendrier, et s'en remet à des négociations ultérieures pour sa mise en œuvre. Celles-ci commenceront dès la semaine prochaine sous la houlette du chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo, acteur-clé de la relance du dialogue. Le texte reprend de précédents engagements du régime nord-coréen, jamais mis en œuvre, sans préciser que la dénucléarisation doit être "vérifiable et irréversible", comme le réclamaient les Etats-Unis avant le sommet de Singapour. "Kim Jong Un a réaffirmé

son engagement ferme et inébranlable en faveur d'une dénucléarisation complète de la péninsule coréenne", est-il écrit.

Selon Vipin Narang, professeur au Massachusetts Institute of Technology, "la Corée du Nord n'a rien promis de plus qu'au cours des 25 dernières années".

"A ce stade, il n'y a aucune raison de penser que ce sommet débouche sur quelque chose de plus concret que cela sur le front du désarmement", a-t-il dit à l'AFP.

Analystes et historiens rappellent à l'unisson que le régime de Pyongyang est passé maître dans l'art des promesses non tenues. En 1994 puis en 2005, des accords avaient été conclus mais aucun d'entre eux n'a jamais été réellement appliqué.

POIGNEE DE MAIN INEDITE. Lors d'une conférence de presse, Donald Trump a toutefois assuré que la dénucléarisation ferait bien l'objet de vérifications, et que les sanctions contre la Corée du Nord resteraient en vigueur tant que la "menace" des armes atomiques n'aura pas été levée.

Mais s'il a annoncé un nouveau geste nord-coréen, avec la destruction prochaine d'un site de tests de missiles, le président américain a lui-même fait une concession de taille.

Il a en effet déclaré qu'il mettrait fin aux exercices militaires conjoints avec la Corée du Sud, décrits comme "très provocateurs" à l'égard du Nord. Le gel de ces manœuvres, source de tensions récurrentes, était



Photo : AFP

La poignée de main entre le Nord-Coréen Kim Jong Un (à gauche) et l'Américain Donald Trump, un geste inimaginable il y a encore quelques mois.

une exigence ancienne de Pyongyang.

La rencontre, la première entre un président américain en exercice et un leader nord-coréen, a été marquée par les poignées de main appuyées entre les deux hommes, une image inimaginable il y a encore quelques mois lorsqu'ils échangeaient menaces et invectives.

Kim Jong Un a estimé avoir "tourné la page du passé" après avoir surmonté de "nombreux obstacles" pour arriver à cette rencontre qui est "un bon prélude à la paix".

Donald Trump a salué lui la "relation très spéciale" établie avec l'homme fort de Pyongyang, qui règne sur son pays d'une main de fer comme son père et son grand-père avant lui.

Tout sourire, le président américain s'est montré particulièrement élogieux à l'égard de Kim Jong Un, "très talentueux" et "très bon négociateur", lui prodiguant des superlatifs d'ordinaire réservés à ses

alliés.

Donald Trump s'est dit prêt à se rendre, "le moment venu", à Pyongyang, et à inviter l'héritier de la dynastie des Kim à la Maison Blanche.

"C'est une énorme victoire pour Kim Jong Un, qui a fait un véritable coup avec son face-à-face avec le président", relève Michael Kovrig, de l'International Crisis Group (ICG) à Washington, soulignant que son père comme son grand-père "en avaient rêvé".

"Pour les Etats-Unis comme la communauté internationale, c'est un point de départ positif pour des négociations qui devraient être longues et difficiles", ajoute-t-il.

La Chine, principal partenaire de Pyongyang, a aussitôt salué le début d'une "nouvelle histoire", tout en appelant son voisin à une "dénucléarisation totale". Le Japon a de son côté été plus mesuré, se réjouissant seulement d'un "premier pas vers une résolution d'ensemble".

Trump et Kim se sont entretenus pendant près de cinq heures, d'abord lors d'un tête-à-tête d'une quarantaine de minutes, suivi d'une réunion de travail, puis d'un déjeuner.

Au menu, savant mélange de mets occidentaux et asiatiques : cocktail de crevettes, porc croustillant sauce aigre-douce et tarte tropézienne.

Arrivé au pouvoir sans la moindre expérience diplomatique, Donald Trump a pris de grands risques en faisant le pari, il y a trois mois, d'un sommet avec Kim Jong Un.

LA DECONTRACTION DE KIM. Kim Jong Un, qui n'avait jusqu'à cette année jamais effectué la moindre visite officielle à l'étranger, est apparu très décontracté depuis son arrivée à Singapour.

Lundi soir, le dirigeant nord-coréen, à la tête de l'un des pays les plus fermés au monde, s'est offert une spectaculaire sortie nocturne, visitant, visiblement ravi, les hauts lieux touristiques de la ville.

L'arsenal nucléaire nord-coréen a valu à Pyongyang une impressionnante série de sanctions de l'ONU au fil des ans.

Pour convaincre la Corée du Nord d'y renoncer alors que le régime Kim y a toujours vu une forme d'assurance-vie, le président Trump s'est formellement et personnellement engagé dans le document conjoint à apporter des "garanties de sécurité".

Elles seront "uniques" et "différentes" de celles proposées jusqu'ici, a promis Mike Pompeo.

L'Afrique en bref

• **Guinée Equatoriale / Politique.** Obiang Nguema annonce un dialogue pour "préserver la paix"

Le président de la Guinée équatoriale, Teodoro Obiang Nguema, a annoncé la convocation d'un dialogue politique en juillet "pour préserver la paix et le développement que le pays connaît actuellement", dans un discours retransmis mardi à la télévision d'Etat.

• **Mali/Violences.** Un mort et des cartes d'électeurs brûlées dans une région minière

Un jeune homme a été tué et des dizaines de milliers de cartes d'électeurs brûlées lundi lors d'affrontements dans une région aurifère du Mali, à moins de sept semaines de l'élection présidentielle, a-t-on appris de sources concordantes.

• **RDCongo/Justice.** Ouverture d'une enquête sur le décès d'un activiste anti-Kabila

La justice congolaise a annoncé avoir ouvert une enquête, que la mission de l'Onu en RDC (Monusco) "se propose de soutenir", deux jours après le décès de Luc Nkulula, activiste anti-Kabila tué dans un incendie suspect à Goma, dans l'est de la République démocratique du Congo.

A travers le monde

• **Afghanistan / Violences.** Attaques de talibans malgré le cessez-le-feu

Les talibans ont mené plusieurs attaques dans les provinces de Faryab et Sari Pul, dans le nord de l'Afghanistan hier, jour d'entrée en vigueur du cessez-le-feu déclaré par le président Ashraf Ghani, a-t-on appris auprès de responsables.

• **Espagne/Justice.** Le beau-frère du roi condamné en appel à 5 ans et 10 mois



Photo : AFP

Iñaki Urdangarin, le beau-frère du roi d'Espagne Felipe VI, a perdu son procès en appel et été condamné hier par le Tribunal Suprême espagnol à 5 ans et 10 mois de prison dans une affaire de corruption.

• **Israël/Politique.** Netanyahu interrogé dans une affaire de corruption présumée

Le Premier ministre Benjamin Netanyahu a été interrogé hier comme témoin par la police dans une affaire de corruption présumée portant sur l'acquisition de trois sous-marins allemands par Israël, ont indiqué ses services.

RDCongo-Centrafricaine/Justice

La CPI ordonne la mise en liberté provisoire du Congolais Bemba

AFP
La Haye/Pays-Bas

Une décision assortie conditions spécifiques.

LA Cour pénale internationale (CPI) a ordonné hier la libération provisoire de l'ancien vice-président congolais Jean-Pierre Bemba, acquitté en appel à la surprise générale de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité.

"La Chambre de première instance VII de la Cour pénale internationale a ordonné la mise en liberté provisoire sous conditions spécifiques de M. Jean-Pierre Bemba", a déclaré la CPI dans un communiqué, mettant fin à plus d'une décennie de détention pour

l'ancien chef de guerre.

M. Bemba, ancien riche homme d'affaires devenu chef de guerre puis vice-président, a passé plus d'une décennie en détention après sa condamnation en première instance en 2016 à 18 ans de prison, la peine la plus lourde jamais imposée par la CPI, pour les meurtres, viols et pillages commis en Centrafrique par sa milice entre octobre 2002 et mars 2003.

M. Bemba devrait rejoindre son épouse et ses cinq enfants installés en Belgique, selon ses avocats. Toutefois, sa mise en liberté provisoire a été ordonnée sous des conditions spécifiques. Il doit "s'abstenir de faire des déclarations publiques sur cette affaire, ne pas changer d'adresse sans préavis, ne contacter aucun



Photo : AFP

Jean-Pierre Bemba peut de nouveau goûter à la liberté. Sous conditions spécifiques, toutefois.

témoin dans cette affaire et se rendre immédiatement aux autorités compétentes si la Chambre de première instance l'exigeait", a ajouté la CPI.

Bien qu'acquitté vendredi dans un revirement de situation exceptionnel devant la Cour basée à La

Haye, le Congolais n'avait pas été libéré en raison d'une affaire de subornation de témoins dans le cadre de son principal procès et dont la procédure est encore en cours.

"Compte tenu de tous les facteurs pertinents et des circonstances de l'affaire

dans son ensemble, la Chambre de première instance considère que les conditions juridiques d'un maintien en détention ne sont pas remplies", a poursuivi la CPI.

Le procès du Congolais, qui s'est ouvert à La Haye en novembre 2010, était le premier de la CPI mettant en avant la responsabilité d'un commandant militaire quant à la conduite des troupes sous son contrôle.

La chambre d'appel a estimé qu'il n'a pas été prouvé que M. Bemba, qui n'était pas lui-même présent en Centrafrique lors des faits, aurait pu contrôler à distance les agissements de sa milice, le Mouvement de libération du Congo (MLC).